



D.R.
Thomas Brogniet

Professeur de mathématiques au lycée La Retraite à Bruxelles, titulaire d'un master en sciences de l'éducation

■ Le 6 novembre dernier, M. Dehoust, professeur dans l'enseignement secondaire, défendait dans "La Libre" le principe de l'enseignement hybride comme modèle futur pour les élèves. Voici pourquoi ce n'est pas une bonne idée.

ou de rédiger des documents sur Word.

Aussi, les cours ne vont pas et ne devraient pas s'imbriquer dans le quotidien des jeunes. Il serait surprenant que nos élèves consomment nos cours spontanément, même s'ils sont aussi accessibles que leurs applications préférées. Même si les MOOC font beaucoup parler d'eux, il ne faut pas oublier que leur taux d'attrition [taux de ceux qui n'adhèrent pas au format proposé, NdlR] est généralement très élevé⁽⁴⁾, ce que nous ne souhaitons bien sûr pas pour nos élèves. L'enseignement à distance est en effet plus efficace dans une démarche synchrone (cours en ligne en direct, avec la présence des élèves) qu'asynchrone (enseignement via vidéos)⁽⁵⁾, mais demande alors beaucoup de travail de la part des enseignants.

Troisième-ment, le lien social qui unit les enseignants aux élèves se retrouve érodé dans un contexte de cours en ligne. Pour certains élèves à risque, le contact régulier d'enseignants est une source de stabilité, de confiance, d'apprentissages. En diminuant la présence à l'école, on prive ces élèves de cet effet prof, dont les bénéfices sont reconnus.

Un risque de décrochage

À chaque période de cours à distance, je n'ai jamais eu l'occasion de donner cours à tous mes élèves. Certains n'ont pas donné de signe de vie entre mars et juin de l'année dernière. Promouvoir un enseignement hybride ou à distance, c'est s'exposer au risque de décrochage de nombreux élèves. Nous avons besoin d'une structure sco-

laire stable, d'un cadre d'apprentissage solide, au sens propre comme au figuré.

Si nous souhaitons un jour que l'école ne reproduise plus les inégalités scolaires, l'enseignement hybride n'en est résolument pas l'avenir.

→ (1) Lafontaine, D., Briceux, S., Hindryckx, G., Matoul, A., & Quittre, V. (2019). "Performances des jeunes de 15 ans en lecture, mathématiques et sciences : Premiers résultats de PISA 2018 en Fédération Wallonie-Bruxelles". 65.

→ (2) Chetty, R., Friedman, J. N., Hendren, N., & Stephner, M. (2020). "How Did COVID-19 and Stabilization Policies Affect Spending and Employment? A New Real-Time Economic Tracker Based on Private Sector Data". National Bureau of Economic Research, 91

(Working Paper 27431), 1689 – 1699.

→ (3) Kirschner, P. A., & De Bruyckere, P. (2017). "The myths of the digital native and the multitasker. Teaching and Teacher Education", 67, 135 – 142.

→ (4) Khalil, H., & Ebner, M. (2014). "MOOCs Completion Rates and Possible Methods to Improve Retention – A Literature Review". EdMedia: World Conference on Educational Media and Technology, 2014 (1), 1305 – 1313. /p/147656/

→ (5) Solomon, H., & Verrilli, B. (2020). "Synchronous and Asynchronous Learning". In D. Lemov (Ed.), "Teaching in the Online Classroom" (pp. 15-5). Jossey-Bass.

Il serait naïf et dangereux pour un enseignant de penser que ses élèves ont développé organiquement des compétences dans les nouvelles technologies.

CHRONIQUE

L'incertitude est dangereuse, la certitude aussi

■ Nous recherchons certitudes et protection, mais le risque, dont celui de faillite, a des vertus.



D.R.
Étienne de Callatay
Chroniqueur⁽¹⁾

Côté éco

L'incertitude règne. Avec le Covid-19, elle est d'abord d'ordre sanitaire. Elle est aussi politique au surlendemain des élections outre-Atlantique. Elle est bien entendu environnementale, avec des décisions en porte-à-faux avec les ambitions affirmées, songeons à la réforme de la politique agricole commune ou aux tergiversations face à l'indispensable taxe carbone. Elle est encore économique, où plane la menace des faillites.

Cette incertitude ne fait qu'exacerber la demande citoyenne de protection. La peur du lendemain est multiple. Qui embauchera? Qui versera un revenu stable? Qui paiera les retraites? Qui logera décemment? Qui accompagnera l'isolé? Et l'opinion de se tourner vers les pouvoirs publics, investis de la mission de rassurer, avec des mécanismes de protection efficaces. Or, que ce soit en termes de soins de santé, de logement, de pauvreté ou de formation, il y a des trous dans les filets de protection sociale et, plus largement, des défaillances dans l'intervention publique, et c'est anxiogène.

En même temps, et au prix de paraître contradictoire, il s'agit aussi pour les pouvoirs publics de ne pas cultiver l'illusion du risque zéro, d'oser dire qu'il y aura des perdants dans les nécessaires réformes comme dans les mutations de la société, et de développer la capacité à absorber les chocs.

Pour des entreprises plus résilientes

Le spectre des faillites hante la sphère économique. Ne rien faire pour les prévenir n'est pas une option, car un phénomène de contagion pourrait s'enclencher, avec de lourds effets structurels. En même temps, sauver, ne serait-ce que temporairement, toutes les entreprises n'est pas une solution. Sans parler du coût budgétaire,

gagner en productivité passe par des faillites, qui facilitent les gains de parts de marché par les entreprises qui font un meilleur usage de ressources rares et voient le tissu économique évoluer. Et sauver les entreprises entaille la légitimité du modèle économique, le rendant incohérent: l'État n'a pas à assumer les pertes sans avoir droit à une juste part des profits.

La crise du Covid envoie un signal clair: nos entreprises doivent devenir plus résilientes. Elles doivent veiller à la diversification de leurs approvisionnements et de leurs débouchés. Elles doivent disposer de stocks. Elles doivent avoir une structure financière solide. Et la gestion de la crise est cruciale, en termes d'incitations, pour s'assurer que le signal est correctement perçu. Si nous en venions à aider toutes les entreprises en difficulté, cela les inciterait encore moins à mettre une partie des bénéfices en réserve pour les années difficiles, voire les pousserait à s'endetter pour racheter des actions propres, rendant le système plus fragile. Ayons la fable de la cigale et de la fourmi à l'esprit, et n'aidons aujourd'hui que celles qui, hier, se sont comportées de manière raisonnable. Et le même raisonnement peut être tenu en termes de fiscalité: n'aidons que les entreprises qui n'ont pas cherché l'optimisation fiscale à tout crin. Cela enverra un signal puissant: payer ses impôts est non seulement financer le bien commun mais aussi souscrire à une police d'assurance. Et c'est encore le cas en matière environnementale: ne pas sauver les entreprises qui n'ont pas voulu emprunter la voie de la transition aura un effet incitatif fort sur la communauté entrepreneuriale. Actionnaires et créanciers auront alors des intérêts mieux alignés avec ceux de la société.

"Attends-toi à l'inattendu", telle est l'invitation d'Edgar Morin. Il est impératif de rendre nos sociétés plus résilientes. Pour ce faire, l'économiste affectionne une recommandation: donnons les bonnes incitations. Et cela passe par le risque. Si "la stabilité rend fou" selon Nietzsche, l'incertitude peut rendre sage.

→ (1) Université de Namur et UCL, etienne.decallatay@orcadia.eu